

millions de dollars de notre PNB à cause de chômage, il est temps d'augmenter, non de réduire, les dépenses gouvernementales. C'est de la plus pure logique économique.

Cela étant, je dois dire que j'ai écouté attentivement l'intervention du chef de l'opposition et que je ne condamne aucun des sentiments—et j'utilise délibérément ce mot—que celui-ci a exprimés parce qu'il ne fait aucun doute dans mon esprit que ses craintes sont sincères. Ces manifestations d'intérêt sont les mêmes que celles que nous avons exprimées à la Chambre. Toutefois, en matière de politique, et surtout de politique économique, les sentiments ne suffisent pas aussi importants soient-ils, et le débat à la Chambre doit aussi déboucher sur une politique économique. La politique économique, comme le démontre le débat en cours et comme l'ont indéniablement démontré les gouvernements conservateurs antérieurs, est presque conforme à celle que nous offre aujourd'hui le gouvernement libéral.

● (1550)

A court terme, les deux questions cruciales, qui sont d'ailleurs liées, sont les taux d'intérêt et les dépenses publiques. Pas plus tard que dimanche soir dernier, Sinclair Stevens, mon quatrième voisin à ma droite à la Chambre...

M. Stevens: «York-Peel.»

M. Broadbent: ... le député de York-Peel (M. Stevens) tempêtait contre les dépenses du gouvernement. Là, sur le petit écran, il s'adressait aux Canadiens et leur disait que nous ne pouvions plus laisser les dépenses du gouvernement augmenter. Il a au moins le mérite d'être fidèle à lui-même, mais il faut en même temps reconnaître qu'il se trompe sur les besoins des Canadiens. En fait, il y a à peine quelques années, il a fait cette observation que je cite.

Une voix: A la ruine avec Sinc.

M. Broadbent: Écoutez donc ce que le député disait en plein XX^e siècle:

Il faudrait interdire le recours au déficit budgétaire au niveau fédéral, modifier la Constitution pour obliger l'État fédéral à équilibrer son budget tous les cinq ans.

Cela, je le dis carrément, c'est de la démente économique, comme le savent tous ceux qui vivent dans le monde moderne.

Des voix: Bravo!

M. Stevens: Allez le dire aux Allemands. Parlez-nous donc de l'Allemagne.

M. Broadbent: Il faudrait que mes collègues du parti conservateur sachent ce qu'ils veulent. Comment peuvent-ils réclamer un budget qui stimule l'économie, qui nous oriente dans des directions nouvelles, qui crée des emplois, tout en nous rabâchant ces vieilles théories fallacieuses au sujet des dépenses économiques de l'État?

Des voix: Bravo!

Subsides

M. Broadbent: Et il y a autre chose. Le député n'a jamais dit à quel moment ils veulent les coupures budgétaires réclamées par le député de York-Peel. Désire-t-il des coupures dans les programmes à l'intention des agriculteurs? Dans les programmes destinés aux pêcheurs? Des coupures dans les pensions de retraite? C'est là qu'il faut regarder. Le parti progressiste conservateur du Canada n'est pas sérieux quand il réclame des coupures en général et dans les dépenses publiques sans spécifier à quel chapitre.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Voilà une chose que les députés à ma droite devraient apprendre.

Et ce que je vais dire maintenant s'adresse tout particulièrement au chef de l'opposition officielle qui a parlé en termes émouvants de tous les licenciements qui se pratiquent dans l'industrie. La question porte, je pense, sur le problème fondamental à court terme de ces licenciements—il y en a eu 235,000 dans l'industrie ces quatre derniers mois, et 1,400 d'annoncés aujourd'hui à Montréal et à Hamilton—qui sont la conséquence directe de la politique gouvernementale des taux d'intérêt élevés. J'ai sous les yeux certaines déclarations faites par l'ancien premier ministre, maintenant chef de l'opposition. Le 29 octobre 1979, quand il était premier ministre, il déclarait:

... le gouverneur de la Banque du Canada jugeait, comme le gouvernement, que le seul plan d'action raisonnable pour le Canada consistait alors à accepter, dans l'immédiat, une hausse des taux d'intérêt... c'est notre position et c'est encore notre politique.

C'est ce que le chef de l'opposition disait quand il était premier ministre. L'ancien critique financier de son parti, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), a répété la même chose à la télévision il y a à peine quelques mois. J'affirme donc aux conservateurs que, vu leur propre politique sur les taux d'intérêt et leur attitude à l'égard des dépenses gouvernementales, ils ne peuvent pas offrir une solution plus acceptable que celle que le gouvernement du Canada a choisie.

Des voix: Bravo!

M. Broadbent: Rien ne pourrait être plus évident dans le domaine de la politique économique à l'heure actuelle.

M. Hnatyshyn: Pourquoi avez-vous appuyé les libéraux?

M. Broadbent: Je ne relèverai pas cette observation.

M. Stevens: Dites-le nous!

M. Broadbent: J'affirme aux conservateurs...

Une voix: C'est parce qu'ils ont vu ce que vous pouviez faire.

M. Broadbent: De toute évidence, j'ai touché un point sensible puisque le député, qui ne fait plus partie du cabinet, déclare de derrière le rideau que nous avons voté contre le budget des conservateurs et provoqué ainsi des élections en 1980 parce que ce budget était tout aussi mauvais que le dernier budget libéral.

Une voix: Pire!